

La situation du système bancaire et financier français en 2002

Le Rapport annuel de la Commission bancaire pour l'année 2002 présente la situation du système bancaire et financier français au travers de l'étude de l'activité et des résultats des établissements de crédit et des entreprises d'investissement ¹.

Le système bancaire et financier français a continué de montrer sa capacité de résistance dans un environnement marqué par la montée des risques, en liaison avec le ralentissement de la croissance économique et la persistance des turbulences financières internationales.

Catherine GOUTEROUX
*Secrétariat général de la Commission bancaire
Direction de la Surveillance générale du système bancaire
Service des Études bancaires*

Études

¹ Le *Rapport annuel* 2002 comprend, en outre, trois études thématiques :
– « Quelles sont les incidences prudentielles des nouvelles normes comptables internationales ? » ;
– « Gestion des risques dans les conglomérats financiers et supervision prudentielle » ;
– « L'évolution du système bancaire français depuis la fin des années 1960 ».

1. L'évolution de la structure du système bancaire et financier français

1.1. La diminution du nombre d'établissements de crédit et d'entreprises d'investissement s'est poursuivie

La rationalisation des structures du système bancaire français, engagée notamment pour répondre à la montée de la concurrence et à la construction du marché unique européen, s'est traduite par une diminution régulière du nombre des établissements de crédit depuis plus de dix ans. Ce mouvement s'est poursuivi en 2002 avec un nombre d'établissements de crédit en baisse de 56 unités, passant ainsi de 1 068 unités à 1 012 unités. Cette réduction a concerné principalement les sociétés financières, mais également, dans une moindre mesure, les autres catégories juridiques.

Pour leur part, sur la même période, les entreprises d'investissement ont vu leur nombre rester stable à 601 unités, le nombre de celles assujetties au contrôle de la Commission bancaire baissant de 18 unités, à 146 unités.

Le nombre de guichets bancaires permanents s'est très légèrement étoffé (113 unités) pour atteindre 26 162 unités à la fin de décembre 2002. Cette progression est principalement le fait du secteur mutualiste (+ 70 guichets).

1.2. Le mouvement de concentration s'est maintenu

La concentration du système bancaire français peut être mesurée par la proportion des opérations réalisées par les établissements les plus importants au regard du total de la situation globale de l'ensemble des établissements de crédit en France métropolitaine. Cette méthodologie ne rend pas exactement compte du niveau de concentration du système bancaire français puisqu'elle repose sur des données établies sur base sociale. Elle permet toutefois de dégager une tendance de fond depuis 1993.

D'une manière générale, la concentration du système bancaire français s'est accrue ces dernières années. Sur le total de situation, la part des cinq premiers établissements est passée de 38,7 % en 1993 à 44,7 % en 2002 (+ 6 points). Pour les crédits à la clientèle, la concentration a également évolué à la hausse depuis 1993, mais dans de moindres proportions (4,2 points pour les cinq premiers). Enfin, pour les dépôts de la clientèle, le niveau de concentration est traditionnellement plus élevé, mais il est resté quasiment inchangé depuis 1993.

En ce qui concerne les évolutions intervenues en 2002, la progression de la concentration dans la distribution des crédits à la clientèle, en particulier des financements spécialisés, est à noter. De même, s'agissant des dépôts, la concentration a légèrement repris, après trois années de recul.

2. L'activité des établissements de crédit a ralenti, dans un environnement économique plus difficile

Confrontés à la détérioration progressive de l'environnement économique et financier, les établissements de crédit français ont confirmé leur bonne résistance en préservant leur niveau d'activité et en consolidant leur structure financière.

2.1. L'activité consolidée des grands groupes bancaires français

L'évolution de l'activité consolidée est retracée ici à partir des données extraites des bilans de sept groupes bancaires français². À la fin de 2002, le total de bilan consolidé de ces sept groupes représentait 58,9 % de la situation sur base sociale de l'ensemble des établissements de crédit.

Mesurée par ce total de bilan, l'activité consolidée a globalement légèrement reculé en 2002 (- 1,3 % par rapport à 2001). Cette évolution s'explique, à l'actif, par la faible progression des opérations de crédit avec la clientèle (0,7 %) et des emplois interbancaires (0,8 %), ainsi que par un recul du portefeuille-titres (- 4,8 %). Au passif, elle provient d'un recul des ressources interbancaires (- 2,8 %) et des dépôts de la clientèle (- 1,0 %), compensé par une augmentation des dettes représentées par un titre (7,7 %) et particulièrement des titres de créances négociables (14,7 %). Les données sont néanmoins disparates au sein de l'échantillon, puisque les évolutions du total de bilan varient de - 13,9 % à + 22,5 %.

Le dynamisme des activités de marché des groupes sous revue est resté soutenu en 2002, illustré par l'augmentation des opérations enregistrées au hors-bilan. Celui-ci représentait, à la fin de 2002, près de onze fois le total de bilan, les encours notionnels progressant globalement de 19,7 %, à 23 691 milliards d'euros.

Enfin, la structure financière consolidée des sept grands groupes bancaires s'est renforcée en 2002, le montant des fonds propres augmentant de 6,2 %, à 100,3 milliards d'euros.

² Faute de données consolidées disponibles pour les groupes Caisse d'épargne, Banques populaires et Crédit mutuel - CIC, l'analyse est élaborée à partir de l'échantillon suivant : Banque fédérale des Banques populaires, BNP Paribas, Crédit lyonnais, Crédit industriel et commercial (CIC), groupe Crédit agricole, HSBC-CCF et Société générale.

Bilan consolidé des sept grands groupes bancaires français

(montants en milliards d'euros, variations en %)

ACTIF	Décembre 2001	Décembre 2002	Variation
Emplois interbancaires (y compris titres reçus en pension livrée)	470,7	474,4	0,8
Crédits à la clientèle	798,5	804,2	0,7
Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple	60,7	61,3	1,0
Portefeuille-titres	618,4	588,9	- 4,8
Titres de participation	43,9	48,1	9,6
Autres	267,4	254,0	- 5,0
Total	2 259,7	2 231,0	- 1,3
PASSIF			
Ressources interbancaires (y compris titres donnés en pension livrée)	611,4	594,6	- 2,8
Dépôts de la clientèle	757,2	749,3	- 1,0
Dettes représentées par un titre	280,8	302,5	7,7
<i>Dont titres de créances négociables</i>	<i>217,9</i>	<i>249,9</i>	<i>14,7</i>
Autres	515,8	484,3	- 6,1
Fonds propres	94,4	100,3	6,2
Total	2 259,7	2 231,0	- 1,3
HORS-BILAN			
Engagements en faveur de la clientèle			
– de <i>financement</i>	364,1	353,6	- 2,9
– de <i>garantie</i>	180,3	190,0	5,4
Opérations sur instruments financiers à terme	19 798,2	23 691,3	19,7
– <i>intérêt</i>	17 292,7	21 036,5	21,7
– <i>change</i>	617,2	862,2	47,6

2.2. L'activité globale sur base sociale s'est stabilisée, avec des évolutions différenciées dans ses composantes

L'activité des établissements de crédit, déterminée sur base sociale, a été stable en 2002. Le total de la situation d'ensemble, toutes implantations confondues, s'affichait à 3 786,4 milliards d'euros au 31 décembre 2002 (+ 0,1 %). Sur base métropolitaine, une très légère progression a été observée (1,7 %, à 3 404 milliards d'euros).

Activité sur base sociale du système bancaire français

(montants en milliards d'euros, variations en %)

	Décembre 2001	Décembre 2002	Variation
Total des actifs	3 783	3 786	0,1
Prêts à la clientèle	1 278	1 287	0,6
Portefeuille-titres	618	637	3,1
Total actifs agences à l'étranger	740	693	- 6,3
Dépôts de la clientèle	1 043	1 048	0,4
dont : – <i>Comptes ordinaires créditeurs</i>	<i>296</i>	<i>291</i>	<i>- 1,6</i>
– <i>Comptes d'épargne à régime spécial</i>	<i>470</i>	<i>496</i>	<i>5,6</i>
Engagements sur instruments financiers à terme	25 519	29 401	15,2

2.2.1. L'activité internationale s'est inscrite en recul

L'activité internationale des établissements de crédit français s'est contractée en 2002, en raison d'un environnement international difficile et de l'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar. La part des opérations effectuées en devises a représenté 13,4 % de l'actif et 15,1 % du passif réalisés en métropole (respectivement, 16,3 % et 18,3 % à la fin de 2001). La part des agences installées à l'étranger, pour l'ensemble des établissements de crédit, représentait 18,3 % du total de la situation de ces derniers à la fin de l'exercice (19,6 % un an plus tôt). Enfin, la proportion des opérations réalisées avec les non-résidents en euros³ par les implantations métropolitaines atteignait 12,9 % du côté des emplois (13,1 % en 2001) et 10,5 % du côté des ressources (10,7 % en 2001).

2.2.2. Malgré une assez bonne tenue, la croissance des opérations avec la clientèle a été marquée par un ralentissement

L'exercice 2002 aura été caractérisé par un ralentissement général des opérations avec la clientèle, confirmant une tendance initiée au second semestre de 2001. Néanmoins, leur poids dans le total des emplois a été accru, passant de 33,8 % au 31 décembre 2001 à 34 % au 31 décembre 2002. De même, du côté des ressources, leur part est passée de 27,6 % à 27,7 %.

À l'actif, les encours de crédits à la clientèle s'élevaient, à la fin de 2002, à 1 287 milliards d'euros, soit un rythme de progression de 0,6 %, en retrait sensible par rapport à celui de 2001 (5,5 %).

Uniquement sur le territoire métropolitain, toutes catégories d'agents bénéficiaires confondues, les concours à l'économie ont atteint près de 1 120 milliards d'euros à la fin de 2002, soit une hausse annuelle de 3,5 %.

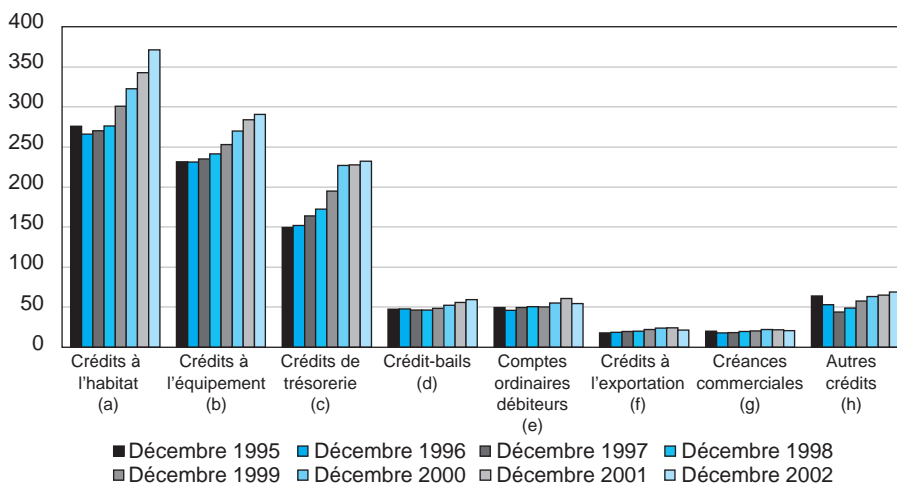
Ce sont les crédits à l'habitat qui ont enregistré la hausse la plus forte (8,3 %, après 6,3 % en 2001). Les encours de crédit à l'équipement ont connu un moindre dynamisme (2,4 %, après 5,2 %), la progression de 5,1 % des encours accordés aux sociétés non financières compensant la diminution de ceux accordés aux entrepreneurs individuels et aux non-résidents. Les crédits de trésorerie ont légèrement augmenté (2,2 %), après une stagnation en 2001, ceux aux sociétés non financières enregistrant une hausse de 4,2 %, et ceux aux ménages une hausse de 2,7 %.

³ La part des opérations avec les non-résidents toutes devises confondues est passée de 23,4 % à 23,0 % à l'actif et de 21,9 % à 21,5 % au passif.

Concours à l'économie par types de crédits

Activité métropolitaine – Ensemble des établissements de crédit

(en milliards d'euros)



NB : les montants des différents types de crédits sont pour 2002, respectivement, 371,2 (+ 8,3 %) (a), 290,8 (+ 2,4 %) (b), 232,3 (+ 2,2 %) (c), 59,5 (d), 54,5 (e), 21,5 (f), 20,7 (g) et 68,9 (h).

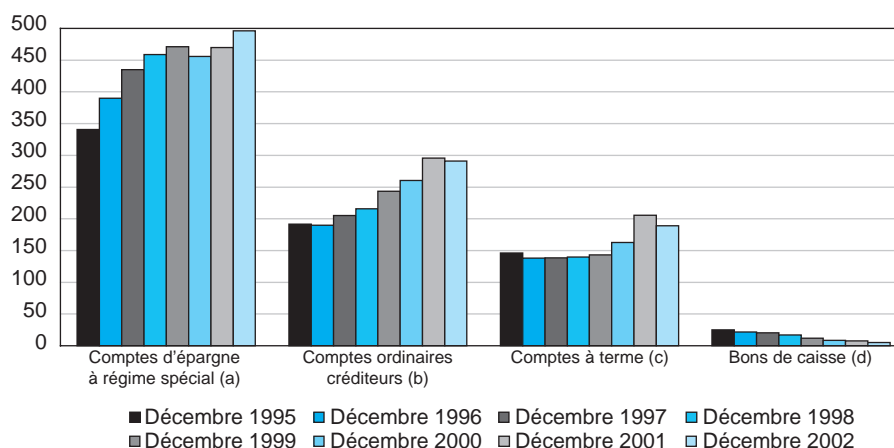
Les ressources émanant de la clientèle ont également enregistré une stagnation (+ 0,4 %), pour un encours de 1 047,5 milliards d'euros⁴. Cette situation s'explique par le recul des ressources collectées sur les comptes ordinaires créditeurs (- 1,6 %) et sur les comptes créditeurs à terme (- 7,9 %), tandis que les comptes d'épargne à régime spécial ont affiché une hausse marquée de 5,6 % qui confirme la tendance observée en 2001 (+ 3,1 %). La poursuite de la baisse des marchés boursiers et des taux d'intérêt de marché semble avoir entraîné des réallocations d'actifs en faveur de placements liquides ou à rendement garanti.

⁴ Sur le territoire métropolitain, la hausse a été un peu plus marquée (+ 1,9 %), à 913,7 milliards d'euros.

Ressources émanant de la clientèle

Ensemble de l'activité – Ensemble des établissements de crédit

(en milliards d'euros)



NB : les montants des différents types de ressources sont, pour 2002, respectivement, 496 (+ 5,6 %) (a), 291 (- 1,6 %) (b), 189 (- 7,9 %) (c) et 5 (d).

2.2.3. Les opérations interbancaires ont progressé modérément

L'activité interbancaire, au sens strict du terme, a diminué, puisque l'encours des prêts aux établissements de crédit a reculé de 2 %. Celui des emprunts auprès d'établissements de crédit a baissé de 2,5 %. Ils représentaient, respectivement, 24 % et 26,7 % du total de la situation au 31 décembre 2002.

Les opérations interbancaires au sens large — titres du marché interbancaire et pensions livrées inclus — ont affiché une hausse de 3,3 % pour les emplois et une augmentation de 3,2 % pour les ressources. La position nette interbancaire emprunteuse a faiblement augmenté par rapport à la fin de 2001 (2,2 %), pour s'établir à 142,8 milliards d'euros.

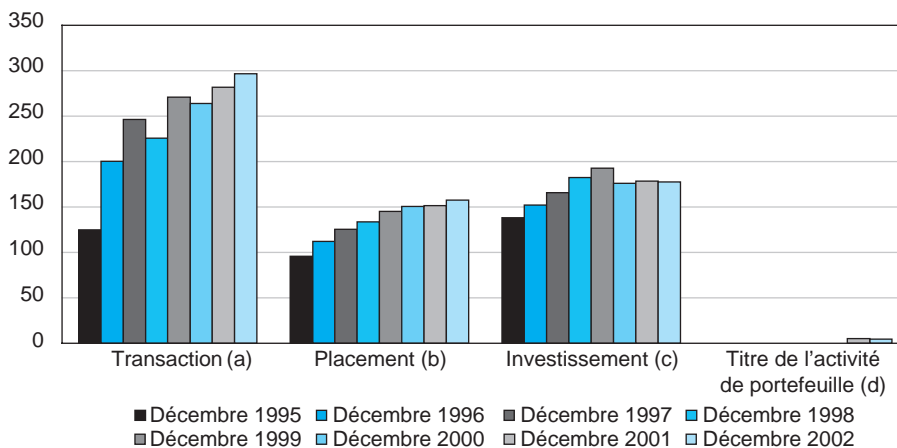
2.2.4. Les opérations sur titres ont enregistré une évolution contrastée

Pour l'ensemble de l'activité, le total cumulé des quatre portefeuilles-titres (transaction, placement, investissement et activité de portefeuille) s'élevait, au 31 décembre 2002, à 636,7 milliards d'euros, soit une progression globale de 3,1 % par rapport à décembre 2001. Cet encours était réparti de la façon suivante : 46,6 % pour les titres de transaction (45,7 % en 2001), 24,8 % pour les titres de placement (24,6 % en 2001), 27,9 % pour les titres d'investissement (28,9 % en 2001) et 0,7 % pour les titres de l'activité de portefeuille.

Portefeuilles-titres

Ensemble de l'activité – Ensemble des établissements de crédit

(en milliards d'euros)



NB : les montants des différents types de portefeuilles-titres sont, pour 2002, respectivement, 296,9 (+ 5,3 %) (a), 157,7 (+ 4,0 %) (b), 177,6 (- 0,6 %) (c), 4,6 (d).

Les variations enregistrées pour chacune de ces catégories n'ont néanmoins pas été homogènes en 2002. Ainsi, l'encours des titres de transaction s'est inscrit en hausse de 5,3 % sur l'année, pour atteindre 296,9 milliards d'euros. Compte tenu de la volatilité des marchés boursiers, un niveau de 338,7 milliards d'euros a été atteint au 30 juin 2002, avant de diminuer par la suite ⁵. Les encours de titres d'investissement ont, pour leur part, stagné (- 0,6 %), tandis que les titres de placement ont affiché une hausse modérée de 4,0 %.

Au passif et sur l'ensemble de l'activité, l'encours des dettes représentées par un titre a légèrement diminué en 2002 (- 1,7 %), pour s'établir à 599,6 milliards d'euros. Il est constitué, dans les mêmes proportions que l'année précédente, de titres de créances négociables (63,0 %), d'obligations (33,8 %) et de titres du marché interbancaire.

L'évolution est en revanche beaucoup plus nette sur les opérations de hors-bilan. L'encours total des opérations sur instruments financiers à terme, sur l'ensemble de l'activité, a sensiblement augmenté (15,2 %), mais à un rythme légèrement inférieur à celui observé en 2001 (19,8 %). Au 31 décembre 2002, cet encours notionnel s'élevait à 29 401 milliards d'euros, ce qui représente près de huit fois le total de la situation de l'ensemble des établissements de crédit, toutes activités confondues.

⁵ Les titres de transaction sont valorisés au cours du marché, alors que les autres titres sont valorisés au coût historique d'acquisition et font l'objet de provisions en cas de moins-values latentes.

2.2.5 La structure financière et les fonds propres ont été renforcés

L'assise financière des établissements de crédit, analysée sur une base globale, s'est consolidée en 2002.

Les fonds propres comptables peuvent être estimés à partir de la situation globale des établissements (capital, réserves, fonds pour risques bancaires généraux, report à nouveau). Ils constituent ainsi un agrégat proche de la notion de fonds propres de base prudentiels, au sens du règlement n° 90-02 du Comité de la réglementation bancaire. Ils ont progressé de 6,6 %, pour atteindre 197,9 milliards d'euros au 31 décembre 2002, soit un rythme plus rapide que celui de l'ensemble de l'activité. De fait, le rapport des fonds propres au total de la situation s'est accru, de 4,9 % à 5,2 %.

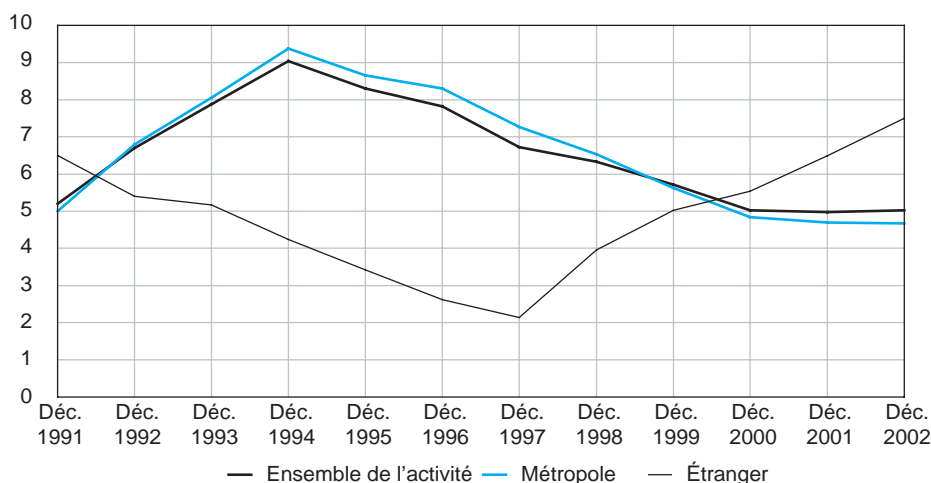
2.2.6 Le risque de crédit s'est légèrement dégradé, mais la qualité des actifs demeure satisfaisante dans son ensemble

Dans un contexte économique et financier plus incertain, le risque global des établissements de crédit s'est légèrement accru. La détérioration de la situation financière des entreprises domestiques a entraîné la remontée de la sinistralité, tant en nombre qu'en montant. À l'international, des défaillances d'entreprises de taille importante sont survenues tout au long de l'année. En ce qui concerne les pays émergents, l'Amérique latine est demeurée un foyer de risque préoccupant.

L'encours brut des créances douteuses sur la clientèle a enregistré une hausse modérée de 2,2 %, comme en 2001. La proportion des créances douteuses dans l'encours total brut des crédits à la clientèle est restée globalement stable, autour de 5 %, ce ratio demeurant à 4,7 % sur la France métropolitaine, mais passant de 6,5 % à 7,5 % sur l'étranger.

Créances douteuses brutes rapportées aux crédits bruts
Ensemble de l'activité – Ensemble des établissements de crédit

(en pourcentage)



Le montant des encours de provisions a faiblement diminué (- 0,6 %), s'établissant à 38 milliards d'euros. En conséquence, le taux de couverture des créances douteuses sur la clientèle par des provisions a diminué pour la troisième année consécutive, à 60,4 % (62,1 % en décembre 2001).

Rapporté aux fonds propres comptables, le poids des créances douteuses nettes sur la clientèle est resté stable, à 12,6 %.

Le risque sur les crédits aux professionnels de l'immobilier

Le marché de l'immobilier d'entreprise et celui du logement ont connu des évolutions différentes. Dans le premier cas, les investissements sont demeurés importants (9,5 milliards d'euros), générant un accroissement de l'offre supérieur à celui de la demande. Ce marché est toujours en grande partie tourné vers les bureaux et les opérations ont continué d'être initiées de façon croissante par des investisseurs-acquéreurs étrangers. En ce qui concerne le marché du logement, la demande dynamique des particuliers, soutenue par la faiblesse des taux d'intérêt, a favorisé la hausse des prix.

Dans ce contexte, la production nouvelle, qui enregistre les nouveaux crédits ou engagements de hors-bilan des établissements de crédit actifs sur ce marché, s'est affichée en hausse de 7 %. De même, les encours bruts globaux ont augmenté de 3,7 % par rapport à la fin de 2001.

Le risque sur les crédits aux PME

Dans une conjoncture dégradée, le nombre de défaillances d'entreprises, en baisse régulière depuis le milieu de la décennie 1990, a augmenté de 2,1 % en 2002 avec, notamment, une sinistralité en forte hausse dans les petites et moyennes entreprises

de taille significative (plus de 15 millions d'euros de chiffre d'affaires). Trois secteurs ont été particulièrement touchés : la construction, l'industrie et surtout les services aux entreprises (liés à l'informatique, aux nouvelles technologies et aux télécommunications).

L'encours de crédit aux petites et moyennes entreprises a été stable d'une année sur l'autre. La prudence semble être restée de mise dans les établissements de crédit, dont la qualité globale des portefeuilles ne paraît pas, dans l'ensemble, s'être dégradée de façon significative au cours de la période sous revue.

Le risque sur les crédits aux collectivités locales

Les engagements des établissements de crédit français sur les administrations régionales et locales des pays développés ont baissé de 4,5 % au cours du premier semestre 2002, pour atteindre 121 milliards d'euros.

En France, l'investissement local est resté stable, la contraction des dépenses d'investissement des communes ayant été compensée par l'augmentation de celles des régions et des départements. La gestion dynamique de la dette — conjuguée à l'évolution favorable des taux d'intérêt — a permis une nouvelle amélioration de la capacité d'autofinancement du secteur public territorial. La concurrence sur ce marché est restée forte pour les établissements de crédit dont les marges demeurent faibles. Les établissements affiliés à un organe central ont consolidé leur position (37,2 % des parts de marché en 2002, soit 7,4 points supplémentaires depuis 1996), au détriment des banques généralistes (9,4 %) et des établissements spécialisés (53,4 %), qui restent largement prédominants en dépit d'une érosion de leur part de marché (-0,9 point).

Le risque sur les crédits à la consommation

Les utilisations de crédits renouvelables ont continué d'augmenter et de contribuer à une part significative de l'ensemble des financements, tandis que l'encours des prêts personnels s'est légèrement accru. Dans un contexte de stagnation du marché de l'automobile, les crédits pour le financement d'achat de véhicules ont baissé. En revanche, les opérations de location avec option d'achat, qui concernent majoritairement ce secteur d'activité, ont connu une croissance marquée, à un rythme néanmoins inférieur à celui de 2001.

Le développement à l'international s'est poursuivi, confirmant la contribution significative des opérations réalisées sur les marchés étrangers à l'activité et au résultat des établissements spécialisés français. Par ailleurs, les opérations de titrisation de créances sur la clientèle, auxquelles les établissements ont recours de façon croissante depuis plusieurs années, ont fortement progressé en 2002.

Les établissements de crédit spécialisés dans le financement des particuliers hors immobilier, qui évoluent dans un environnement de plus en plus concurrentiel, maintiennent un niveau de rentabilité parmi les plus élevés du secteur bancaire français. Cependant, la tendance à l'augmentation du coût du risque nécessite une grande vigilance dans la sélection, la mesure et la surveillance des opérations qui s'appuient sur des outils statistiques élaborés.

Les risques sur les économies émergentes

L'année 2002 a été caractérisée par une dégradation des perspectives sur les économies émergentes, compte tenu à la fois d'un environnement économique et financier global dégradé et de difficultés financières et politiques propres aux pays considérés. En conséquence, le coût du risque a significativement augmenté au cours de l'année sur les portefeuilles émergents, en particulier vis-à-vis des contreparties latino-américaines avec, en réponse, un recul significatif des encours des banques françaises en Amérique latine. En revanche, les engagements des banques françaises sur les pays d'Europe centrale et orientale ont continué de progresser.

Plus globalement, les portefeuilles « émergents » des établissements de crédit français restent diversifiés géographiquement. Le renforcement des capacités d'analyse sur les risques-pays au sein des grands groupes favorise la mise en place d'une méthodologie d'identification des risques émergents appropriée, comme a pu en témoigner le caractère limité des effets de la crise argentine.

3. Les résultats des établissements de crédit français sont restés satisfaisants

3.1. Les résultats sur base consolidée des principaux groupes bancaires français

L'examen des comptes consolidés de l'échantillon retenu ⁶ fait ressortir un produit net bancaire de 61,5 milliards d'euros, soit une progression de 0,5 % qui constitue un ralentissement assez marqué, après la progression de 4,4 % enregistrée en 2001. L'évolution des résultats consolidés est cependant, pour partie, influencée par les changements des périmètres de consolidation d'un exercice à l'autre.

Résultats consolidés de sept grands groupes bancaires français

	<i>(montants en milliards d'euros, variations en %)</i>		
	2001	2002	Variation (a)
Produit net bancaire	61,2	61,5	0,5
Frais généraux et dotations aux amortissements	42,1	42,4	0,7
Résultat brut d'exploitation	19,0	19,0	–
Dotation nettes aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	5,1	5,5	7,3
Résultat d'exploitation	13,9	13,6	- 2,7
Résultat courant avant impôt	17,3	14,8	- 14,4
Résultat net	10,2	9,7	- 5,0
Résultat net – part du groupe	9,3	8,9	- 4,2

(a) Variation calculée avant arrondis

⁶ Comme pour l'étude de l'activité sur base consolidée, l'échantillon est ainsi composé : Banque fédérale des Banques populaires, BNP Paribas, Crédit industriel et commercial (CIC), Crédit lyonnais, groupe Crédit agricole, HSBC-CCF et Société générale.

Les évolutions sur base consolidée apparaissent moins favorables que celles enregistrées sur base sociale. Toutefois, ce décalage peut s'expliquer, notamment par la sortie du périmètre de consolidation de certaines filiales étrangères.

Les opérations avec la clientèle ont dégagé un produit net en baisse de 3,6 %. Elles ont bénéficié du maintien de la consommation des ménages en France, mais aussi dans les pays où sont implantées leurs filiales. Néanmoins, dans un contexte de baisse des taux, les résultats nets d'intérêt ont reculé de 5,3 %, la hausse des résultats nets sur les commissions (6,6 %) ne venant que partiellement compenser cette évolution.

Les opérations de hors-bilan, en dépit de marchés financiers volatils et orientés à la baisse, ont dégagé un produit net de 18,5 milliards d'euros, en hausse de 33 %, essentiellement en raison de la progression des opérations sur instruments financiers à terme. Elles ont compensé la poursuite du recul des opérations sur titres qui, après un gain de 2,4 milliards d'euros en 2001, ont dégagé une perte nette de 3,3 milliards, essentiellement due aux opérations sur les titres de transaction (- 3,5 milliards).

Pour leur part, les opérations de services financiers ont généré un produit net de 8 milliards d'euros, en recul de 4,2 %. Cette évolution est liée à la poursuite de la baisse des marchés boursiers qui a entraîné un recul des volumes de transactions et des activités d'assistance et de conseil, sources de commissions. Le repli observé sur ces postes (- 42,1 %) a été partiellement compensé par la poursuite de la progression des commissions perçues sur les moyens de paiement (25,3 %).

Plus généralement, les activités rattachées à la banque de détail sont demeurées soutenues en 2002 et ont pallié, d'une part, la stagnation dans la gestion d'actifs et, d'autre part, le repli marqué dans les activités de banque d'investissement (chute des marchés actions, baisse du volume des opérations de fusion-acquisition...). Il convient, néanmoins, de souligner que tous les compartiments des activités de marché n'ont pas évolué de la même façon, les activités liées au marché obligataire dégageant des résultats beaucoup plus satisfaisants.

Pour l'ensemble de l'échantillon, les coûts de structure ont enregistré une hausse de 0,7 %, les frais de personnel n'augmentant que de 0,6 %. Les établissements ont donc poursuivi l'ajustement de leurs coûts, entamé en 2001. Le résultat brut d'exploitation s'est maintenu autour de 19 milliards d'euros. Le coefficient net d'exploitation, qui rapporte l'ensemble des frais de structure au produit net bancaire, ne s'est accru que très légèrement (0,1 %), à 69,0 %.

La charge du risque a atteint 5,5 milliards d'euros, en hausse de 7,3 %, ce qui représente 8,9 % du produit net bancaire (8,3 % en 2001) et 28,7 % du résultat brut d'exploitation (26,8 % en 2001).

Dans un contexte de morosité conjoncturelle persistante, les grands groupes bancaires ont en effet poursuivi leur effort de provisionnement, mais à un rythme nettement moins important qu'en 2001, où les engagements à l'international et les dépréciations de portefeuille s'étaient traduits par un accroissement de 28 % des dotations aux provisions. Sur le plan domestique, la charge du risque est demeurée contenue. De fait, le résultat d'exploitation a atteint 13,6 milliards d'euros, en recul de 2,7 % par rapport à 2001.

En ce qui concerne les immobilisations financières, les plus-values nettes de cession ont poursuivi leur recul, en passant de 2,3 milliards d'euros à 1,5 milliard. Pour leur part, les dotations nettes aux provisions afférentes à ces actifs ont fortement augmenté, à 1,2 milliard d'euros, après 0,4 milliard en 2001. Le résultat courant avant impôt s'est ainsi élevé, pour les sept groupes de l'échantillon, à 14,8 milliards d'euros (-14,5 %).

Le résultat net final a atteint 9,7 milliards d'euros contre 10,2 milliards en 2001 et le résultat net part du groupe a reculé de 4,2 % (8,9 milliards). La rentabilité des fonds propres s'est inscrite aux alentours de 10 % (11 % en 2001), avec un ratio proche de 16 % pour les établissements les plus performants.

Ces résultats en repli sont, néanmoins, apparus satisfaisants car ils ont démontré une bonne résistance des grandes banques françaises face à des conditions économiques et financières difficiles, grâce à un portefeuille diversifié d'activités et à la poursuite des efforts accomplis depuis plusieurs années en termes de maîtrise des coûts et de contrôle des risques.

3.2. Les résultats sur base sociale

L'analyse des principaux soldes de comptes de résultat a été menée, sur une base sociale, à partir d'un échantillon comprenant 850 établissements, lesquels représentaient 97,3 % du produit net bancaire total réalisé en 2001 par l'ensemble des établissements de crédit.

Résultats provisoires des établissements de crédit français

Ensemble de l'activité

	<i>(montants en milliards d'euros, variations en %)</i>	
	Décembre 2002	Variation
Produit net bancaire	77,4	3,40
Frais généraux et dotations aux amortissements	50,5	1,70
Résultat brut d'exploitation	26,9	6,75
Dotations nettes aux provisions et pertes sur créances irrécupérables (a)	5,5	11,39
Résultat d'exploitation	22,6	7,20
Résultat courant avant impôt	23,2	- 5,70
Résultat net	17,7	- 0,11

(a) Hors dotations nettes aux provisions pour risques et charges

3.2.1 Le produit net bancaire

Le produit net bancaire a poursuivi sa croissance. Celle-ci s'est légèrement accélérée en France métropolitaine (6,1 %), mais a ralenti sur l'ensemble de l'activité (3,4 %), les effets de change (appréciation de l'euro) et le ralentissement économique international pouvant expliquer ce moindre dynamisme.

S'agissant des opérations avec la clientèle, le produit net a diminué à un rythme soutenu en France, malgré une certaine dynamique en banque de détail. Les charges ont baissé davantage que les produits, mais le solde s'est inscrit en recul, de près de 4,9 %.

Les opérations interbancaires ont dégagé une charge nette de 0,9 milliard d'euros seulement, en nette baisse par rapport à 2001 (charge nette de 6,1 milliards). La baisse des taux d'intérêt, combinée au recul de la position nette emprunteuse (-12,1 % sur la base des encours moyens), explique cette évolution particulièrement favorable.

Les opérations sur titres prises dans leur ensemble ont dégagé une charge nette en baisse de 11,9 %, à 8,8 milliards d'euros. Du côté des emplois, le rendement du portefeuille-titres a sensiblement baissé. Les gains nets sur titres de transaction valorisés au cours de marché ont fortement baissé, certains établissements ayant réalisé des pertes nettes sur ce portefeuille. Les titres de placement et de l'activité de portefeuille ont fait l'objet de dotations nettes aux provisions pour dépréciation de l'ordre de 960 millions d'euros pour l'échantillon analysé. En parallèle, les charges liées aux opérations sur titres, principalement composées des dettes constituées par les titres, ont baissé du fait de la détente des taux de marché. Quant aux opérations de pension livrée, la charge nette a également sensiblement diminué, en liaison avec la réduction de la position nette emprunteuse et les évolutions de taux.

Concernant les opérations de hors-bilan, l'évolution à la baisse (-20,9 % avec un produit net de 9,7 milliards d'euros) recouvre des situations très contrastées. Elle s'explique en grande partie par les opérations sur instruments de taux et les autres instruments. S'agissant des instruments de taux, cette baisse est concentrée dans les plus grands établissements et plus précisément dans les implantations à l'étranger où des pertes nettes ont pu être comptabilisées. Au contraire, la baisse des produits nets sur les autres instruments, qui regroupent notamment le compartiment actions, s'est produite essentiellement sur base métropolitaine et a concerné un petit nombre d'établissements.

Les commissions, qui sont restées stables globalement, ont enregistré des évolutions disparates dans leurs composantes. La baisse des marchés financiers et le recul des volumes de transaction ont généré un repli assez marqué des commissions sur opérations sur titres gérés ou en dépôt, des commissions sur titres pour le compte de la clientèle et des commissions sur activités de conseil. Les commissions perçues sur les autres types d'opérations (gestion de moyens de paiement, par exemple) ont, en revanche, mieux résisté. Au final, la part des commissions dans le produit net bancaire, qui n'avait cessé de croître au cours des derniers exercices, a baissé pour la deuxième année consécutive, passant de 27,2 % à 26,4 %. Elle était de presque 30 % en 2000.

3.2.2. Le résultat brut d'exploitation

Les frais de fonctionnement ont augmenté moins rapidement qu'en 2001 : 3,6 % en métropole et 1,7 % sur l'ensemble de l'activité. Cette évolution recouvre des tendances similaires selon qu'il s'agit des frais de personnel ou bien des autres frais généraux. Les établissements de crédit ont donc amplifié leurs efforts de maîtrise des coûts afin de faire face à un environnement moins porteur.

En conséquence, le résultat brut d'exploitation a progressé de 11,2 % sur base métropolitaine et de 6,8 % sur l'ensemble de l'activité. Le coefficient net d'exploitation s'est sensiblement amélioré en métropole (65,2 % après 66,8 % en 2001), comme sur l'ensemble de l'activité (1 point de baisse).

3.2.3. Le résultat courant avant impôt et le résultat net

Confirmant une tendance initiée en 2001, le coût du risque s'est inscrit en hausse modérée. Le ralentissement de la croissance et le contexte international troublé ont entraîné la poursuite de la détérioration des risques sectoriels et internationaux, ce qui s'est traduit par un effort de provisionnement. Cette augmentation est, néanmoins, apparue limitée pour les comptes sociaux des établissements de crédit français, qui semblent avoir anticipé les difficultés et mieux sélectionné leurs risques, d'où une détérioration modérée de la qualité des actifs.

Sur l'ensemble de l'activité, la charge du risque de crédit a faiblement augmenté, de 4,5 %, représentant 16,2 % du résultat brut d'exploitation (16,6 % en 2001). Cette charge intègre des mouvements sur les provisions pour risques et charges de plus d'un milliard d'euros. Si l'on neutralise ces mouvements, le coût du risque de crédit s'inscrit en hausse de 11,4 % sur l'ensemble de l'activité (20,3 % du résultat brut d'exploitation), alors qu'il reste pratiquement stable sur base métropolitaine.

Le résultat d'exploitation a finalement légèrement progressé, atteignant 22,6 milliards d'euros sur l'ensemble de l'activité (7,2 %) et 21,5 milliards sur base métropolitaine (11,8 %).

En raison des turbulences financières et de la baisse des marchés boursiers, les gains nets sur actifs immobilisés se sont inscrits en nette baisse, de 82,5 %. Cette évolution est, essentiellement, liée au résultat des plus grands établissements, qui disposent d'un portefeuille de participations important et ont affiché une baisse des plus-values nettes de cession, voire l'enregistrement de dotations nettes aux provisions. Au final, le résultat courant avant impôt a atteint 23,2 milliards d'euros sur l'ensemble de l'activité, soit un léger recul de 5,7 %.

Les dotations nettes au fonds pour risques bancaires généraux ayant fortement diminué (de 2,2 milliards d'euros à 0,5 milliard)⁷, le résultat net a atteint environ 18 milliards d'euros sur l'ensemble de l'activité et près de 17 milliards sur base métropolitaine, ce qui, étant donné le contexte difficile de l'exercice 2002, apparaît satisfaisant. Le coefficient de rentabilité avoisine 9,4 %, soit un niveau proche de celui enregistré en 2001.

⁷ En 2001, un établissement avait enregistré des dotations exceptionnelles.

3.2.4. L'évolution des marges bancaires

Selon les premières estimations, le rendement moyen des crédits est passé de 6,81 % à 6,10 %, tandis que le coût moyen des ressources a sensiblement reculé de 3,4 % à 2,87 %, en raison du niveau élevé de collecte sur les comptes à vue et la baisse des taux de marché sur les comptes à terme.

Au final, malgré la poursuite de la baisse du rendement du portefeuille-titres (de 4,81 % à 4,36 %), la marge bancaire globale ne s'est que légèrement tassée en 2002, à 1,62 %.

Coût moyen des ressources et rendement moyen des empris

Ensemble des établissements de crédit – guichets métropolitains

	(en %)		
	2000	2001	2002 (a)
Opérations avec la clientèle			
Coût moyen des ressources (y compris TCN)	3,36	3,40	2,87
Rendement moyen des crédits	7,08	6,81	6,10
Opérations sur titres			
Dettes représentées par un titre (hors TCN)	7,02	5,80	5,54
Dettes subordonnées	6,80	6,14	6,38
Rendement du portefeuille-titres	6,17	4,81	4,36
Opérations de trésorerie			
Coût moyen des emprunts	6,68	6,26	4,81
Rendement moyen des prêts	6,43	6,09	4,95
Marge bancaire globale	1,75	1,65	1,62

(a) Données provisoires sur un échantillon d'établissements

4. L'activité et les résultats des entreprises d'investissement

La population sous revue inclut les entreprises d'investissement autres que les sociétés de gestion, ces dernières n'étant pas contrôlées par la Commission bancaire, et à l'exception d'une quarantaine de sociétés⁸, en raison des modalités particulières de remise de leurs documents comptables. Au total, la population couverte par cette analyse comprend 126 entreprises, contre 123 en 2001.

4.1. Les entreprises d'investissement ont préservé leur activité

Dans un contexte marqué par la poursuite des turbulences sur les marchés financiers, le total de bilan de l'ensemble des entreprises d'investissement a augmenté de 9 %, à 156,6 milliards d'euros.

⁸ Anciens agents des marchés interbancaires et quelques transmetteurs d'ordres

L'analyse des bilans cumulés des entreprises autres que les courtiers en ligne⁹ fait apparaître notamment les tendances suivantes pour l'année 2002 :

- les opérations de transactions sur titres représentent 40 % du total de l'actif et 28 % du total du passif et leur poids relatif dans le total de bilan se stabilise ;
- les deux autres postes de bilan les plus importants sont les comptes de négociation et de règlement (essentiellement composés de titres reçus ou donnés en pension livrée) et les opérations de trésorerie et interbancaires. Après une forte augmentation de ces postes en 2001, leurs poids relatifs dans le total de bilan sont restés sensiblement stables en 2002 (respectivement, 12,8 % et 12,35 %).

L'activité est demeurée fortement concentrée, puisque 85 % de la somme des totaux de bilan de l'ensemble de la population concernent cinq établissements.

4.2. Leurs résultats ont enregistré globalement un recul

Le produit net bancaire des entreprises d'investissement autres que les courtiers en ligne, dont la moitié est réalisée par huit sociétés, accuse une baisse de 31 % par rapport à l'année 2001, à 1,9 milliard d'euros. Cette diminution résulte, notamment, de la baisse des produits d'opérations de trésorerie et interbancaires que n'a pas compensé l'augmentation des commissions reversées sur les prestations de services financiers. Les dotations nettes aux provisions et pertes sur créances atteignent 71 millions d'euros (contre 161 millions de reprises nettes de provisions en 2001), soit près de 23 % du résultat brut d'exploitation. Le résultat net s'est inscrit en baisse de 72 %, à 211 millions d'euros. Les fonds propres réglementaires de ces établissements s'élèvent à 1,54 milliard d'euros à la fin de 2002, soit une légère diminution de 2,4 %.

Du côté des courtiers en ligne, le produit net bancaire a diminué pour la deuxième année consécutive, à 56 millions d'euros. Les charges d'exploitation ont été réduites et le résultat brut d'exploitation s'est inscrit en hausse de 57 %. Au final, le niveau de pertes est légèrement moins important qu'en 2001 (49 millions d'euros). Les fonds propres réglementaires se sont établis à 67 millions d'euros. Des apports en capital ont été réalisés à hauteur de 39 millions d'euros pour respecter les normes de gestion fixées par la réglementation.

⁹ L'étude présentée dans le rapport annuel distingue les entreprises spécialisées dans le courtage en ligne, dans la mesure où, d'une part, leur clientèle est constituée quasi exclusivement de personnes physiques et, d'autre part, leurs résultats présentent des évolutions spécifiques en matière de rentabilité. Leur part dans le total du bilan de l'ensemble de la population sous revue est très peu significatif (0,595 milliard d'euros).